



**Arrêté fixant les périodes et les modalités de destruction du lapin de garenne,  
espèce classée susceptible d'occasionner des dégâts (ESOD) du groupe 3,  
dans le département de la Haute-Garonne pour la saison cynégétique 2025-2026.**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et son article R427-7 ;

Vu le décret du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés susceptibles d'occasionner des dégâts ;

Vu la circulaire du 26 mars 2012 relative à des modifications du code de l'environnement et à la procédure de classement des espèces d'animaux susceptibles d'occasionner des dégâts ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces pouvant être classées susceptibles d'occasionner des dégâts par arrêté du préfet ;

Vu la délibération de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en sa formation ESOD consultée par voie par électronique du 28 février au 10 mars 2025 ;

Vu le bilan de la consultation du public relative au présent arrêté conduite du 20 mai au 10 juin 2025 ;

Considérant les risques de dégâts en période sensible (semis de printemps et d'automne, vergers, cultures maraîchères) ;

Considérant que les démarches simplifiées mises en œuvre par la DDT pour délivrer les autorisations individuelles sont publiées sur le site de la préfecture ;

Sur proposition du chef de service environnement, eau et forêt de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> : Le lapin de garenne est classé espèce susceptible d'occasionner des dégâts (ESOD) de la date de publication du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026 dans les lieux désignés ci-après :**

**a)** dans les 25 communes listées dans ce tableau par le détenteur du droit de destruction (propriétaire ou fermier) ou leur délégataire :

Communes sans ACCA :

Aucamville, Blagnac, Fenouillet, Fontbeauzard, Frouzins, Saint-Alban, Toulouse, Villate.

Commune à territoire d'ACCA : Aurin, Avignonet-Lauragais, Bruguières, Gagnac-sur-Garonne, Castelnau-d'Estréfonds, Cugnaux, Lavernose-Lacasse, Layrac-sur-Tarn, Lespinasse, Le-Vernet, Maureville, Muret, Ondes, Portet-sur-Garonne, Roques-sur-Garonne, Saint-Jory, Saubens.

**b)** sur tous les terrains boisés ou reboisés depuis moins de dix années ;

- c) dans les cultures maraîchères, les pépinières et les vergers de moins de dix ans ;
- d) dans les réserves de chasse approuvées par arrêté ministériel ;
- e) dans les réserves de chasse des Associations Communales de Chasse Agréées (ACCA) ;
- f) dans les emprises du domaine public fluvial, dans les emprises SNCF et sur l'ensemble du domaine public autoroutier concédé dans le département de la Haute-Garonne ;
- g) sur les terrains situés dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation, bâtiment industriel et agricole.

**Art. 2. :** Dans les lieux où le lapin de garenne est classé ESOD :

- il peut être détruit à tir du 1<sup>er</sup> février au 31 mars sur autorisation préfectorale individuelle délivrée via démarche simplifiée (l'emploi de chiens ou de furets est autorisé) ;
- il peut être détruit ou capturé à l'aide de bourses et furets toute l'année sur autorisation préfectorale individuelle délivrée via démarche simplifiée.
- il peut être piégé toute l'année par un piégeur agréé dans le respect de la réglementation sur le piégeage avec transmission d'un bilan annuel à la DTT par la démarche simplifiée dédiée ;

**Art. 3. :** Dans les lieux où il n'est pas classé ESOD, la capture du lapin peut être autorisée exceptionnellement, en tout temps, sur autorisation préfectorale individuelle délivrée via une démarche simplifiée, sur avis de la fédération départementale des chasseurs.

**Art. 4. :** Le lapin peut être détruit sur l'ensemble du département à l'aide de rapaces et de furets sur autorisation préfectorale individuelle du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril, délivrée via une démarche simplifiée.

**Art. 5. :** En fin d'opération même si aucun lapin n'a été prélevé, le bénéficiaire d'une autorisation déclare obligatoirement le bilan des opérations via la démarche simplifiée dédiée.

Toute demande d'autorisation se formule par une démarche simplifiée disponible sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Garonne à l'adresse suivante : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-risques-naturels-et-technologiques/Chasse/Animaux-nuisibles/ESOD>

**Art. 6. :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télé-recours accessible sur le site « <http://www.telerecours.fr> ». Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux peut alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande.

**Art. 7. :** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, le directeur interdépartemental de la police nationale, le général de division commandant la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité de la Haute-Garonne, ainsi que toutes les personnes habilitées à constater les infractions en matière de police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché dans toutes les communes, par les soins des maires, dont une copie est adressée au président de la fédération départementale des chasseurs de la Haute-Garonne et dont un extrait est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne.

Fait à Toulouse, le 12 juin 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de pôle,



Thierry RENAUD